



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AUTRICHE ET SLOVÉNIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE VIENNE ET DE L'ANTENNE DE LJUBLJANA

N° 11 – août-septembre-octobre 2022

En bref

Le gouvernement a adopté en conseil des ministres le 7 septembre un dispositif pour contenir le prix de l'électricité facturé aux ménages. A partir du 1^{er} décembre 2022 (et jusqu'au 30 juin 2024) et dans la limite de 2 900 kWh par an, chaque ménage paiera 0,10 EUR son kWh d'électricité, sauf si le prix du kWh dépasse 0,40 EUR, auquel cas la subvention de l'Etat sera plafonnée à 0,30 EUR/kWh. Au-delà de 2 900 kWh par an, l'électricité consommée sera facturée au prix convenu dans le contrat entre le consommateur et son fournisseur d'électricité. Afin de parvenir à un plus grand ciblage sur les foyers les plus modestes, il est prévu d'octroyer en outre aux ménages exemptés de la contribution à l'audiovisuel public une subvention équivalente à 75 % des coûts de d'acheminement de l'électricité, plafonnée à 200 EUR. Le coût total de ce dispositif est estimé à 4 Mrd EUR (cf. [graphique](#)).

LE CHIFFRE À RETENIR

0,10 EUR

Le prix subventionné du kWh à partir du 1^{er} décembre

Zoom sur

Les aides aux entreprises : Le 28 septembre, le gouvernement autrichien a adopté un dispositif d'aides aux entreprises pour atténuer la hausse des prix d'énergie. Sont éligibles les entreprises dont les coûts énergétiques annuels dépassent 3 % de la valeur de production ou du CA, enregistrés au cours de l'exercice 2021 ou, à condition d'une confirmation de la part d'un conseiller fiscal, entre février et septembre 2022. Quatre niveaux d'aide ont été définis, la subvention maximale étant fixée à 50 M EUR. Le coût budgétaire de 450 M EUR initialement prévu est porté à 1,3 Mrd EUR, en raison de la forte augmentation des prix de l'énergie.

Autriche

Prévisions et indicateurs

1. Le spectre de la stagflation menacerait l'économie en 2023

Selon les économistes des instituts de conjoncture Wifo et IHS, la croissance devrait atteindre 4,8 % cette année, fortement soutenue par le secteur touristique, après avoir progressé de 4,6 % en 2021. Mais alors que l'inflation atteint mois après mois des valeurs records, la progression du PIB en 2023 pourrait fortement ralentir et quasiment stagner avec une hausse de 0,2 %. Du côté de l'inflation, pour 2023, les scénarii des prévisionnistes prévoient une hausse des prix de 6,5 % après 8,3 % cette année. En 2021, l'inflation n'avait atteint que 2,8 %. Le chômage qui a atteint 6,2 % en 2021 pourrait reculer à 4,6 % cette année puis très légèrement rebondir à 4,7 % en 2023.

2. Des fonds supplémentaires pour la transformation de l'économie

Afin d'atteindre la neutralité carbone en 2040, le projet de loi de finance pour 2023, présenté le 12 octobre par le ministre des Finances Magnus Brunner devant le Parlement, prévoit de nouvelles dépenses en faveur de la transformation de l'économie à hauteur de 863 M EUR. Pour la période 2023-2026, un total de 4,9 Mrd EUR y est consacré. En 2023, le gros (748 M EUR) de ces fonds supplémentaires est destiné à la mise en œuvre de processus de transformation en matière de politique climatique et énergétique, notamment dans le domaine de la décarbonisation de l'industrie à forte consommation d'énergie et du soutien aux ménages pour la transition

vers des systèmes énergétiques efficaces et durables dans le secteur du bâtiment et du chauffage. De plus, 100 M EUR sont mis à la disposition de la recherche dans le domaine des technologies d'avenir vertes et numériques pour une transformation durable et innovante dans les industries clés. Le reliquat de 15 M EUR est destiné au Fonds pour le climat et l'énergie afin de développer des solutions technologiques pour l'industrie écono-energo-intensive.

3. Echanges : Le commerce bilatéral entre la France et l'Autriche continue à accélérer

Après une hausse en 2021 de 22 %, les exportations de la France vers l'Autriche ont augmenté de 17 % au premier semestre 2022 pour atteindre 2,6 Mrd EUR. On note notamment une progression de 58 % pour les produits métallurgiques et métalliques pour atteindre 363 M EUR ce qui fait de ces produits le poste le plus important des exportations françaises vers l'Autriche, suivi par les produits chimiques, parfums et cosmétiques (348 M EUR, +23 %). Sur fond de baisse des ventes de véhicules neufs, les matériels de transport (299 M EUR) reculent à la troisième position (-18 %). En revanche, les importations de la France en provenance de l'Autriche se sont élevées à 3,2 Mrd EUR, en hausse de 18 % aboutissant à un déficit bilatéral de la France de 606 M EUR après 480 M EUR au premier semestre 2021, les machines industrielles et agricoles affichant le déficit le plus important (389 M EUR).

Politique économique et sociale

1. Négociations salariales : les syndicats demandent une hausse de 10,6%

Comme tous les automnes, le secteur de la métallurgie a ouvert dans la seconde moitié de septembre le cycle annuel des négociations salariales pour les quelque 190 000 salariés du secteur. Dans la mesure où les résultats de ces négociations donneront la tendance pour les autres branches, les syndicats ont d'entrée frappé fort avec leur revendication principale d'une augmentation de 10,6 % pour faire face à la hausse des prix de 6,3 % sur les 12 derniers mois. Les représentants des salariés réclament également une augmentation substantielle des gratifications des apprentis, l'introduction d'un supplément pour les heures travaillées le samedi, une hausse de la majoration pour heure supplémentaire à partir de la 10^{ème} heure de travail journalier et un accès plus souple à la 6^{ème} semaine de congés. Le ton se durcit, le recours à des débrayages et grèves ne semblant pas exclu, alors que le patronat juge démesurées les exigences syndicales, au prétexte que les trains de mesures mis en place par le gouvernement atténuent déjà largement les effets de l'inflation. Sa contre-proposition prévoit une revalorisation de 4,1 %. Selon les représentants des employeurs, les revendications menaceraient directement la viabilité du secteur autrichien. Au-delà de la métallurgie, les négociations ont entretemps débuté pour les professions de la santé et du social (130 000 salariés) et le commerce de détail (environ 500 000 salariés). La Fonction publique devrait entamer ses négociations dans la seconde quinzaine d'octobre.

2. Emploi :

Dans le cadre des procédures d'infraction pour non-communication, la Commission européenne a adressé des lettres de **mise en demeure à l'Autriche** pour ne pas avoir communiqué les mesures nationales de transposition de deux directives dans le domaine de l'emploi. Il s'agit d'un côté de la directive (UE) 2019/1152 relative à des **conditions de travail transparentes et prévisibles** qui confère à 182 millions de travailleurs au sein de l'UE des droits et une protection en matière de travail plus étendus et en phase avec la situation actuelle. Grâce aux nouvelles règles, les travailleurs ont, par exemple, le droit à une plus grande prévisibilité en ce qui concerne les tâches qui leur sont assignées et le temps de travail. Ils auront également le droit de recevoir en temps utile des informations plus complètes sur les éléments essentiels de leur emploi, comme le lieu de travail et la rémunération. Les nouvelles règles profiteront en particulier à 2 à 3 millions de travailleurs occupant des formes d'emploi précaires.

D'autre part, la directive (UE) 2019/1158 sur **l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée** vise à garantir l'égalité dans la participation au marché du travail en encourageant le partage des responsabilités entre les parents. Elle a instauré le **congé de paternité**, qui garantit aux pères/deuxièmes parents le droit de prendre au moins dix jours ouvrables de congé de paternité aux alentours de la date de naissance de l'enfant. La directive établit également un congé parental d'au moins quatre mois et dispose qu'au moins deux de ces quatre mois ne sont pas transférables d'un parent à l'autre. Elle prévoit cinq jours ouvrables par an de congé d'aidant pour chaque travailleur qui fournit des soins personnels ou une aide personnelle à un membre de la famille ou à une personne vivant dans le même ménage et donne à tous les parents qui travaillent et ont des enfants dont l'âge ne dépasse

pas huit ans et à tous les aidants le droit de demander des formules souples de travail. **La date limite de transposition de ces deux directives était fixée à début août 2022.**

L'Autriche dispose à présent d'un délai de deux mois pour répondre aux lettres de mise en demeure et mener la transposition à bien.

3. Revalorisation des retraites en 2023

Le gouvernement a, lors du conseil des ministres du 5 octobre, décidé une **revalorisation générale des pensions et retraites de 5,8 %** à compter du 1^{er} janvier 2023. Toutefois, afin d'atténuer les effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat des petites retraites, une majoration plus importante sera accordée aux bénéficiaires de retraites de moins de 1030 EUR mensuels, (soit environ 10 % des retraités ou 200 000 personnes) qui bénéficieront, par le biais de la revalorisation exceptionnelle de 7,8 % de l'indemnité compensatrice (*Ausgleichzulage*) et d'une allocation unique plafonnée à 500 EUR et versée en mars, d'une **revalorisation totale de 10,2 %**. Au total, la majorité des retraités (jusqu'à 2 500 EUR mensuels bruts) percevra une pension majorée de 8,2 %, selon le ministre des affaires sociales, Johannes Rauch. A partir de 2 360 EUR mensuels, la revalorisation sera limitée à 5,8 % (environ 1/5 des retraités). Enfin, les retraités percevant plus de 5 670 EUR mensuels bruts ne percevront qu'une allocation forfaitaire de 329 EUR.

4. Les prestations sociales indexées partiellement sur l'inflation

Parallèlement aux retraites, les allocations familiales, certaines prestations sociales, comme la prestation partagée d'éducation ou l'allocation de rentrée scolaire, et avantages fiscaux liés aux enfants à charge seront **revalorisées de 5,8 % en 2023**. Dans le sillage des mesures d'atténuation de l'inflation, la

chambre basse du Parlement a adopté le 12 octobre le projet de loi du gouvernement.

Veille sectorielle

1. Secteur financier

Le résultat du secteur bancaire reste stable au S1 2022

La banque centrale d'Autriche vient de publier le résultat pour l'ensemble du secteur bancaire au S1 2022. Les banques autrichiennes ont réalisé un résultat net de 3,8 Mrd EUR, contre 3,7 Mrd EUR au S1 2021. Les deux grandes banques commerciales du pays, le groupe *Erste* et la *Raiffeisen Bank International* (RBI), ont respectivement enregistré des bénéfices à hauteur de 1,1 Mrd EUR (contre 918 M EUR au S1 2021) et de 1,7 Mrd EUR (y compris le montant de 453 M EUR résultant de la vente de la filiale bulgare).

2. Industrie

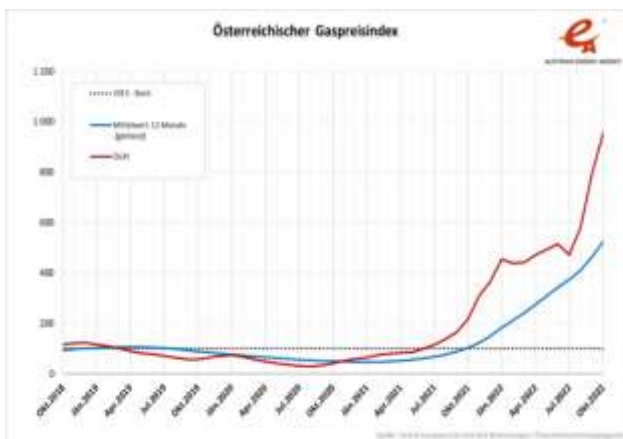
Après six mois de fonctionnement réduit, OMV reprend l'exploitation de sa raffinerie à Schwechat

La raffinerie d'OMV située à Schwechat fonctionne à nouveau depuis le 7 octobre. Le 3 juin, OMV avait informé qu'un incident mécanique s'était produit à la raffinerie qui avait subi son arrêt de maintenance depuis le 19 avril 2022. Deux personnes avaient été légèrement blessées. L'incident avait endommagé l'unité principale de distillation du pétrole brut, seul un fonctionnement partiel étant alors possible. Cet été, des réserves avaient déjà été débloquées à deux reprises : 112 000 tonnes de diesel et 56 000 tonnes d'essence le 4 juin ; 100 000 tonnes de diesel et 45 000 tonnes de produits semi-finis le 12 juillet. Selon le ministère de l'Énergie et du climat, la reconstitution des réserves commencera immédiatement après la remise en service de la raffinerie, les réserves de carburant ayant été réduites à 65 jours. Par ailleurs, le gouvernement a accédé à

la demande de la Chambre du travail (AK) de créer une commission des prix pour les produits pétroliers. Les marges brutes de raffinage des groupes pétroliers auraient triplé depuis le début de la guerre en Ukraine. En cas de politique de prix injustifiée ayant des répercussions négatives sur l'économie nationale, le ministre fédéral des Affaires économiques doit fixer un prix maximum pour une durée de six mois.

Face à l'envolée des prix du gaz, certaines entreprises réduisent leur production : Confrontés à la hausse des prix de l'énergie, en particulier du gaz, les producteurs de briques de la Haute-Autriche (*Senftenbacher, Danreiter, Eder, Klimabloc* et *Pichler*) se voient contraints de mettre leur production en pause cet hiver. Début septembre déjà, le groupe industriel de Haute-Autriche, *Lenzing*, producteur de fibres textiles à partir de cellulose, avait été contraint de fermer deux des trois lignes de production sur son site du Burgenland.

Figure 2 : Evolution de l'indice des prix du gaz en Autriche



A titre préventif, une partie des effectifs avait été déclarée en chômage partiel auprès de l'agence nationale de l'emploi, l'AMS. On note également une réduction de la production de 20 % pour le fabricant de charnières Blum (CA 2,6 Mrd EUR) pour ses usines dans le land de Vorarlberg et en Pologne, causée par des goulots d'étranglement.

3. Transports

Westbahn desservira Innsbruck à partir de décembre

L'opérateur ferroviaire privé *Westbahn*, détenu à 17,4 % par la SNCF et qui offre actuellement ses services entre Vienne et Salzbourg, proposera à partir de décembre trois liaisons quotidiennes entre Vienne et Innsbruck. Le lancement de ce nouveau service est prévu pour le 11 décembre pour marquer le 11^{ème} anniversaire de l'entrée de *Westbahn* sur le marché autrichien. Outre les arrêts entre Vienne et Salzbourg, un arrêt sera également effectué à Kufstein et à Wörgl avant d'arriver dans la capitale tyrolienne.

Figure 1 : Desserte Vienne- Innsbruck à partir de décembre 2022



Source : Westbahn GmbH

Quatre Airbus A320NEO pour Austrian Airlines

Le 13 septembre 2022, la compagnie aérienne *Austrian Airlines*, filiale du groupe allemand *Lufhansa*, a reçu son premier Airbus A320neo (New Engine Option). Au total quatre Airbus A320neo seront livrés depuis Toulouse d'ici au printemps 2023 en remplacement des anciens modèles de la flotte A320, qui compte actuellement 29 avions d'une moyenne d'âge de 17 ans (et six A321 de plus de 24 ans de moyenne d'âge). Les A320neo d'une capacité de 180 sièges seront exploités sur des vols continentaux, initialement sur des liaisons vers Londres-Heathrow, Amsterdam et Francfort.

4. Energie et environnement

Le manque d'eau et de vent a pesé sur la production d'électricité renouvelable en 2021

Selon le rapport sur l'électricité verte (*EAG Monitoringbericht*) publié chaque année par le régulateur E-Control, la part de l'électricité renouvelable a atteint 71 % en 2021 contre 77 % en 2020. Ce recul de 2 433 GWh s'explique par la pénurie de vent et d'eau constatée l'an dernier et qui devrait perdurer cette année. Cette baisse de production a été enregistrée alors même que 1.003 MW d'installations supplémentaires d'EnR ont été mises en service en 2021.

Figure 3 : Production d'électricité en Autriche - comparaison entre 2021 et 2020 (en GWh)



Au total, la production d'électricité a atteint 70 000 GWh, en baisse de 2,9 %, dont 42 500 GWh pour l'hydroélectricité (-6,4 %), 13 500 GWh pour les énergies fossiles (+4,1 %), 6 700 GWh pour l'éolienne (-0,8 %), 3 000 GWh pour la biomasse (-4,3 %) et 2 400 GWh pour le photovoltaïque (+28,3 %).

Six entreprises autrichiennes sélectionnées pour participer aux projets européens « hydrogène »

Le gouvernement autrichien a présenté le 2 juin dernier sa stratégie en matière d'hydrogène qui prévoit notamment la mise en place d'une capacité d'électrolyse d'1 GW d'ici la fin de la décennie et

l'utilisation d'hydrogène propre principalement pour la décarbonation de l'industrie en remplacement de l'hydrogène fossile d'ici à 2030. Au total, des subventions à hauteur de 500 M EUR y seront consacrées. La publication de cette stratégie a été presque concomitante avec l'autorisation par la Commission européenne le 15 juillet 2022 du PIIEC Hy2Tech auquel participent quatre entreprises autrichiennes : *AVL*, *Christof Industries*, *Plastic Omnium Autriche* et *Bosch Autriche*. De plus, le 21 septembre, la Commission a autorisé le PIIEC Hy2Use auquel participent *Borealis* et *Verbund*. Le plan national de relance et de résilience (PNRR), présenté par l'Autriche le 30 avril 2021, prévoit un montant de 125 M EUR pour les PIIEC hydrogène.

5. Agriculture

Première hausse des revenus depuis 4 ans dans l'agriculture

Alors que le secteur primaire contribue à hauteur de 1,2 % au PIB autrichien, la valeur de la production agricole a augmenté en 2021 de 16,5 % en glissement annuel, atteignant presque 11 Mrd EUR, dont 8,5 Mrd EUR pour l'agriculture, selon l'édition 2022 du Rapport vert publié annuellement par le ministère fédéral de l'Agriculture. La balance commerciale 2021 des produits agricoles est équilibrée (-4,4 M EUR). L'Autriche a exporté des denrées agricoles et agroalimentaires pour 13,8 Mrd EUR (+8,5 %) dont 75 % vers d'autres EM de l'UE et importé pour 13,88 Mrd EUR (+7,8 %) dont 83 % en provenance de l'UE. Les revenus tirés de l'agriculture et de la sylviculture ont progressé de 15 % par rapport à ceux de 2020, à plus de 32 000 EUR par exploitation. Tous les secteurs, sauf la production de vignes mères de greffons, ont profité de cette hausse. Au titre de la PAC, 707 M EUR, soit 29 % du budget agricole, ont été versés aux 103 000 exploitations agricoles. Le second pilier, dont le développement rural, a permis de verser 1,1 Mrd EUR à près de 104 000 exploitations et près de 2 000 entreprises et instituts. Au titre du budget strictement national, l'Autriche a versé par le biais des

régions 582 M EUR d'aides et subventions. Par ailleurs, le 13 septembre 2022, la Commission européenne a donné son feu vert au Plan stratégique national de l'Autriche pour la future politique agricole commune (PAC) pour les années 2023-2027. Des aides à hauteur de 1,8 Mrd EUR par an seront disponibles en faveur de la stabilité de l'agriculture et de la sylviculture nationales ainsi que pour le développement rural.

L'Autriche crée une alliance pour la forêt

Afin de mieux protéger et de développer la gestion durable et active des forêts, l'Autriche, dont le relief est couvert à plus de 50 % par des forêts, a choisi de créer avec la Suède, la Finlande et la Slovaquie un groupe informel des pays riches en surfaces boisées. Alors que l'Union européenne entend se doter d'une nouvelle stratégie pour les forêts, l'objectif principal de ce partenariat est d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques, mais surtout de garantir des processus décisionnels liés à la forêt au niveau de l'UE, conformément au concept de gestion durable des forêts. Le ministre fédéral de l'agriculture et de la sylviculture invite d'autres Etats membres à se joindre à ce groupe qui tiendra une conférence annuelle sur le sujet. L'Autriche envisage d'en assurer la première présidence tournante et de donner le coup d'envoi en 2023.

Relations bilatérales

Equans et Portalp : un groupement français pour les façades de quai de la ligne de métro U5 à Vienne

La régie des transports publics de la ville de Vienne (*Wiener Linien*) a confié aux entreprises françaises *Equans* et *Portalp* la fourniture, l'installation et la maintenance de 144 portes automatiques dans les stations de la nouvelle ligne de métro U5. Il s'agit des portes palières qui couvrent toute la longueur du quai. Les premières portes ont été installées cet été à la station Volkstheater. A l'horizon 2026, la ligne U5, première ligne automatique de Vienne, entrera en exploitation.

Meridiam s'associe à Magenta Telekom pour déployer la fibre optique à grande échelle

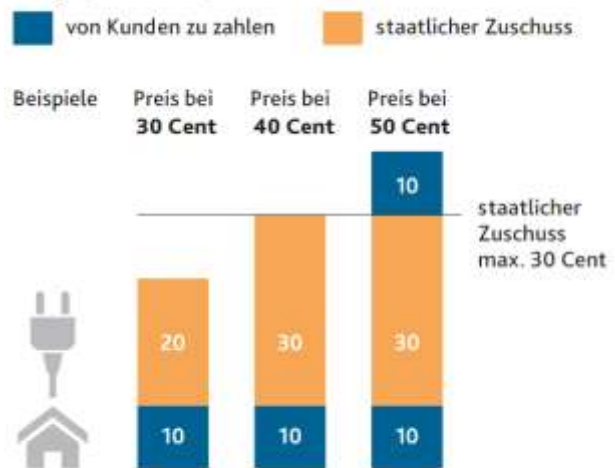
L'investisseur français *Meridiam* et le fournisseur d'accès internet *Magenta Telekom* (filiale de *Deutsche Telekom AG*) prévoient d'investir plus de 1 Mrd EUR pour déployer un réseau de fibre optique jusqu'au domicile de plus de 650 000 foyers en Autriche, principalement dans les zones rurales mal desservies et les villes de taille moyenne. En plus du projet avec *Magenta Telekom*, *Meridiam* investit plus de 150 M EUR dans le district de Liezen en Styrie afin de connecter jusqu'à 60 000 foyers à l'internet haut débit.

En bref (suite)

Figure 4 : Aide d'Etat plafonnant le prix de l'électricité

STROMPREISBREMSE – PREISBEISPIELE

Energiepreis in Cent pro Kilowattstunde*



* wenn Verbrauch nicht über 2.900 kWh/Jahr hinausgeht

Grafik: © APA, Quelle: Regierung

Krone KREATIV

Slovénie

Prévisions et indicateurs

L'économie slovène a enregistré un taux de croissance annuel de 8,2 % au 2^{ème} trimestre de 2022, en ralentissement par rapport au taux de 9,6 % enregistré au 1^{er} trimestre. La croissance du PIB slovène a été portée par la consommation des ménages soutenue par l'augmentation de leur revenu disponible, la baisse continue du chômage et par le bon départ de la saison touristique. L'IMAD prévoit une croissance de 5 % pour l'année 2022, suivie d'un ralentissement, avec une croissance prévue de 1,4 et 2,6 % pour 2023 et 2024 respectivement. L'IMAD prévoit un taux d'inflation annuel de 9,8 % en 2022, qui baisserait ensuite, avec des taux d'inflation annuels prévus à 3,9 et 2,2 % pour 2023 et 2024.

Echanges

Au cours de la période janvier-août, les entreprises slovènes ont exporté des marchandises pour une valeur de 34,38 Mrd EUR, soit une hausse de 34,9 % par rapport aux huit mêmes mois de l'année dernière. Les marchandises importées ont augmenté de 45,7 % pour atteindre 37,27 Mrd EUR au cours de cette période.

L'entreprise postale nationale autrichienne, *Österreichische Post*, est entrée sur le marché postal slovène. Sa filiale slovène Express One Slovenia, qui vient d'être créée, se concentre sur le commerce électronique, les clients B2B et B2C, le détaillant de vêtements en ligne Zalando faisant partie de sa clientèle. L'an dernier, les recettes totales de Pošta Slovenije, entreprise d'Etat responsable du service postal en Slovénie, se sont élevées à 461 M EUR.

LE CHIFFRE À RETENIR

4,2 %

Prévision du taux de chômage mensuel moyen pour 2022 selon l'IMAD

Europe

Le gouvernement a adopté le 28 septembre 2022 le programme de la politique européenne de cohésion pour la période 2021-2027 qui doit maintenant être approuvé par les deux régions de cohésion slovènes avant d'être soumis à la Commission européenne pour validation. La Slovénie disposera de 2,4 Mrd EUR au titre du Fonds européen de développement régional, dont 1,2 Mrd EUR pour stimuler la compétitivité et la connectivité numérique, et 1,1 Mrd EUR pour mettre en œuvre le Green Deal (transition vers une économie circulaire, mobilité durable, adaptation au changement climatique, réduction des émissions de gaz à effet de serre et protection de la biodiversité). Près de 300 M EUR seront affectés à la restructuration des régions charbonnières de Šaleska dolina et de Zasavje.

Politique économique et sociale

1. Finances publiques

Le budget de l'État slovène a enregistré un déficit de 324 M EUR au cours de la période janvier-septembre, selon les données provisoires publiées par le Conseil fiscal et le ministère des finances. Ce chiffre est à

comparer avec un déficit de 2,45 Mrd EUR pour la même période de l'année dernière. Sans l'effet direct des mesures visant à atténuer l'impact de la pandémie de Covid-19 et des coûts énergétiques élevés, le budget aurait eu un excédent de 377 M EUR au cours des neuf premiers mois de l'année, d'après les calculs du conseil.

L'Assemblée nationale a approuvé le 28 septembre 2022 le budget révisé du pays pour cette année. Les dépenses devraient augmenter de 640 M EUR par rapport au budget initial pour atteindre un montant record de 14,58 Mrd EUR afin de faire face aux crises du Covid et de l'énergie, et de mettre en œuvre la politique de cohésion. Malgré l'augmentation des dépenses, le déficit budgétaire de 2022 pourrait s'élever à 3,6 % du PIB, en baisse par rapport aux 4,4 % initialement prévus, car les recettes restent robustes en raison des prix élevés et de la manne fiscale qui en résulte.

Le gouvernement a confirmé le 26 septembre une série de changements apportés à cinq lois fiscales qui, pour la plupart, annulent les réductions d'impôts mises en place par le gouvernement précédent, dans le but de consolider les finances publiques et de créer un système fiscal plus distributif. Pour ceux qui se situent dans la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu et dont les revenus dépassent 74 000 EUR, le taux d'imposition, qui avait été ramené de 50 à 45 % cette année, reviendra à 50 %. Un autre changement majeur est le retour de l'imposition des revenus locatifs à leur taux précédent de 25 %, au lieu de 15 %.

L'Assemblée nationale a approuvé le 31 août à l'unanimité 2 textes de loi qui prévoient 2 aides d'urgence : une aide au coût de la vie pour les groupes de population les plus vulnérables à hauteur de 41 M EUR et une aide aux entreprises durement touchées par les prix élevés du gaz et de l'électricité. Cette dernière, d'abord prévue à hauteur de 40 millions, a été revue à la hausse pour atteindre un montant de 86 M EUR, dont 80 seront utilisés afin de

subventionner les prix de l'électricité et du gaz naturel et 6 pour des prêts de liquidité à taux réduit.

2. Emploi

Le nombre total de chômeurs a atteint son plus bas niveau depuis l'indépendance du pays en juin 1991, avec 52 043 chômeurs inscrits en septembre, soit une baisse de 3,5 % par rapport à août et de 21,3 % par rapport à septembre 2021. Du côté de la demande de travail, les employeurs ont signalé 15 122 postes vacants en septembre, soit une baisse de 14 % par rapport à août et de 2,5 % par rapport à septembre 2021. La plupart des employeurs à la recherche d'employés opèrent dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la santé et des services sociaux, ainsi que de l'éducation. Le nombre de travailleurs indépendants a continuellement augmenté depuis le début de l'année 2022, atteignant un niveau record de 98 000 en juillet, la plus forte augmentation ayant été enregistrée dans la construction.

Veille sectorielle

1. Secteur financier

Selon Banka Slovenije, la banque centrale du pays, le système bancaire est résilient pour faire face à la matérialisation potentielle de toute une série de risques : poursuite de l'agression militaire russe contre l'Ukraine et ses conséquences macroéconomiques ; poursuite de la forte croissance des prix de l'immobilier et de l'augmentation des prêts au logement, dans un contexte où les prêts immobiliers à long terme à taux fixe sont de plus en plus nombreux, augmentant ainsi le risque de taux pour les banques.

Selon la banque centrale, les banques opérant en Slovénie ont généré 212,5 M EUR de bénéfices avant impôts au cours du premier semestre de 2022, soit

15,4 % de moins qu'au cours de la même période de l'année dernière. Cette baisse résulte de l'augmentation des coûts d'exploitation, de dépréciations et de la constitution de provisions.

Les banques slovènes, notamment les deux principales, NLB et NKBM, ont annoncé qu'elles cesseraient d'imposer des taux d'intérêt négatifs sur les gros dépôts des particuliers et des personnes morales à partir du 1er août 2022, après le relèvement par la BCE de ses taux directeurs de 0,5 point de pourcentage le 18 juillet 2022.

2. Transports

L'Assemblée nationale a adopté le 28 septembre 2022 un projet de loi sur la planification globale des transports, qui vise à modifier la structure des transports en faveur de formes de mobilité plus durables, plus économes en énergie, réduisant la pollution et contribuant à une utilisation plus économique de l'espace.

En août 2022, la Slovénie a enregistré 42 % de vols en moins par rapport à 2019, ce qui la place en queue de peloton en Europe en termes de reprise du trafic aérien. Le trafic aérien en Slovénie pourrait n'atteindre le niveau d'il y a trois ans qu'en 2026, indique l'Association des transports à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Slovénie (GZS), qui a pointé du doigt le manque de liaisons aériennes et la faillite de la compagnie nationale Adria Airways juste avant l'apparition de la pandémie de Covid-19. En 2019, l'aéroport de Ljubljana assurait des liaisons régulières vers 29 destinations, alors que cette année, ce nombre n'est que de 19.

Augmentation du fret maritime en 2021 : le seul port de navires de charge de Slovénie, le port de Koper, a accueilli 2 290 navires de marchandises l'année dernière, soit 190 de plus qu'en 2020, et a transbordé 20 millions de tonnes de marchandises, soit une augmentation de 9 % par rapport à 2020. En raison de l'interdépendance du fret maritime et du fret ferroviaire, ce dernier a également augmenté de 5 %

en 2021 par rapport à 2020, avec un total de 20,3 millions de tonnes de marchandises transportées.

Les ventes de voitures neuves en Slovénie au cours du premier semestre de 2022 ont chuté de 17 % par rapport au premier semestre de 2021. Les ventes de voitures électriques au cours de la même période ont augmenté de 56 % par rapport au premier semestre de 2021, pour représenter 4 % du marché.

3. Énergie et environnement

La production domestique d'énergie de la Slovénie a atteint les 143 000 TJ (térajoules) en 2021, soit une baisse de 7 % par rapport à l'année précédente. La consommation domestique d'énergie a atteint les 202 000 TJ en 2021, soit une hausse de presque 7 % par rapport à 2020. Les plus importantes sources domestiques de production d'énergie en 2021 étaient le nucléaire (44 %, soit une baisse marginale par rapport à 2020), les EnR (35 %, soit une hausse de 4 pp par rapport à 2020) et le charbon (21 %, soit une baisse de 3 pp par rapport à 2020). Sans changements par rapport à l'année précédente, les transports ont représenté 37 % de la consommation totale d'énergie en 2021, l'industrie 28 % et les ménages 24 %.

La société d'énergie slovène GEN-I a construit la plus grande centrale solaire de Macédoine du Nord, pouvant produire 25 000 MWh d'énergie verte afin de répondre aux besoins de plus de 5 500 ménages.

Blaž Košorok, PDG depuis avril 2022 de la compagnie d'électricité GEN Energija, le plus grand groupe énergétique de la Slovénie détenu à 100 % par l'État, quittera ses fonctions le 15 novembre suite à un accord commun trouvé avec le conseil de surveillance. Il s'agit du dernier exemple en date de remplacements à des postes de direction dans les entreprises publiques du pays.

Le gouvernement prévoit une augmentation du capital de Geoplin devant dépasser les 200 M EUR. Geoplin,

encourant des risques de liquidités, est le plus grand acteur du marché du gaz, assurant 70 % de l'approvisionnement en gaz de la Slovénie, ainsi que la seule grande entreprise énergétique du pays, à part Petrol, qui ne soit pas détenue majoritairement par l'État (Petrol détenant 74,34 % des parts et l'État 25,01 %). Selon Bojan Kumer, ministre des infrastructures, une telle augmentation de capital est nécessaire afin d'assurer le meilleur approvisionnement en gaz possible, de diversifier les sources d'approvisionnement en gaz et pour que l'État ait le temps de se préparer à toutes les mesures nécessaires, sans pour autant affecter la conclusion d'un accord prévu avec un fournisseur de gaz algérien.

Ayant fonctionné pendant 513 jours consécutifs, souvent à pleine capacité afin de compenser la baisse de production des centrales hydroélectriques due à la sécheresse, la centrale nucléaire de Krško (unique centrale nucléaire de Slovénie) arrêtera sa production tout le mois d'octobre 2022 en raison de travaux de maintenance et de la nécessité de remplacer le combustible nucléaire. Ces travaux sont estimées à 90-100 M EUR et permettront d'augmenter la capacité de la centrale d'environ 10 MW.

La centrale thermique de Šoštanj (TEŠ 6) a été temporairement déconnectée du réseau électrique le 14 octobre 2022, ses exploitants jugeant que celle-ci peut produire suffisamment d'électricité et qu'il est préférable d'économiser le charbon pour les mois d'hiver lorsque la demande d'électricité atteindra son pic. Il s'agit là d'un arrêt préventif pour préserver les stocks de charbon, car la mine de Velenje n'a pas fourni assez de charbon en raison de problèmes techniques.

Le ministère des infrastructures a commencé à préparer une version actualisée du Plan National Intégré pour l'Énergie et le Climat (PNIEC) qui devrait inclure des objectifs plus ambitieux en matière d'utilisation des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. La part cible des énergies renouvelables, qui est actuellement fixée à 27 % d'ici

2030 (32 % au niveau de l'UE), sera plus élevée, mais le ministère n'a pas encore publié le nouveau chiffre. La Slovénie est en retard sur les objectifs actuels en matière d'énergies renouvelables : en 2020, leur part dans la production d'électricité n'était que de 35,1 %, alors que l'objectif était de 39,3 % pour 2020 et de 43 % pour 2030. L'année cible pour l'élimination progressive du charbon devrait rester 2033 dans le cadre de la mise à jour du PNIEC, et la décision sur la construction d'un second réacteur nucléaire restera vraisemblablement la même, à savoir 2027.

La commission parlementaire de politique étrangère a approuvé le 9 septembre 2022 un accord avec la Croatie sur des mesures de solidarité visant à préserver la sécurité de l'approvisionnement en gaz. En vertu de cet accord, les deux pays peuvent se demander mutuellement une aide solidaire en cas de crise d'approvisionnement. Le mécanisme sera activé après qu'un pays a mis en œuvre toutes les mesures sur son territoire pour fournir du gaz aux clients protégés et une fois que tous les clients non protégés ont été coupés. Selon la loi slovène sur l'énergie, les clients protégés sont les ménages, les établissements de santé et d'enseignement, ainsi que les prestataires de services sociaux. Un même accord de solidarité énergétique entre la Slovénie et l'Italie a déjà été ratifié par l'Assemblée Nationale le 14 juillet 2022. Des discussions pour un tel accord sont également en cours avec l'Autriche. Un accord avec la Hongrie n'est pas prévu car il n'y a pas de connexion gazière entre les deux pays pour le moment.

L'Assemblée nationale a adopté le 23 août 2022, à l'unanimité, des modifications de la loi sur la TVA réduisant la TVA sur l'électricité, le gaz, la biomasse et le chauffage à distance de 22 à 9,5 % entre le 1^{er} septembre 2022 et le 31 mai 2023. Ces modifications s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à atténuer la crise du coût de la vie. Le gouvernement estime que la baisse de la TVA n'atteindra son objectif que si les prix sont également régulés. Cette baisse de taxe concerne l'électricité et le gaz pour les ménages, les petites entreprises et les utilisateurs classés comme protégés, y compris les écoles et les maisons de

soins. Le manque à gagner lié à cette mesure est estimé à 130 M EUR.

Le gouvernement a décidé de plafonner à partir du 1^{er} septembre les prix du gaz pour les ménages, les petites entreprises et les prestataires de services sociaux de base pour une durée d'un an. Les prix du gaz pour les ménages seront plafonnés à 0,07300 euro hors TVA par kWh, tandis que le plafond pour les petites entreprises et les prestataires de services sociaux sera fixé à 0,07900 EUR par kWh. Les prestataires de services sociaux de base comprennent les hôpitaux, les résidences universitaires, les maisons de retraite et les prisons, tandis que les petits utilisateurs commerciaux sont définis comme des entreprises dont la consommation annuelle ne dépasse pas 100 000 kWh. Comme pour l'électricité, le gouvernement a décidé de prolonger la réduction de 50 % du droit d'accise sur le gaz.

4. Industrie et innovation

La Chambre de Commerce et d'Industrie slovène (GZS) a signé un accord avec le ministère de l'éducation, des sciences et du sport afin de promouvoir la coopération entre le CERN et les entreprises slovènes.

5. Tourisme

Le ministère du développement économique et de la technologie a décidé d'allouer un total de 69,14 M EUR à 20 projets de développement et de restructuration de stations de ski, ainsi qu'à la construction d'hébergements supplémentaires ou à la rénovation des installations existantes.

Au premier semestre 2022, 2,3 millions de touristes ont passé plus de 6 millions de nuitées dans le pays. En juillet, les touristes ont passé 2,7 millions de nuitées dans le pays, soit une augmentation de 17 % par rapport au niveau de juillet 2021 et de 5 % par rapport au niveau de juillet 2019.

6. Immobilier

Les prix des propriétés résidentielles en Slovaquie ont continué à augmenter au cours du deuxième trimestre de l'année pour dépasser de 3,5 % la moyenne du trimestre précédent et de 15,6 % les prix observés il y a un an.

7. Agriculture

La valeur ajoutée brute de l'agriculture en 2021 a diminué de 28 % en glissement annuel pour atteindre 424 M EUR, représentant 0,8 % du PIB de la Slovaquie, soit une baisse de 0,4 point de pourcentage. Une part aussi faible de l'agriculture dans le PIB n'a jamais été enregistrée auparavant.

Le gouvernement a approuvé une version actualisée du plan stratégique de la politique agricole commune (PAC) pour la période 2023-2027. Près de 1,8 Mrd EUR ont été réservés, dont 684 M EUR seront consacrés au premier pilier de la PAC - paiements directs, secteurs viticole et apicole - et 1,1 Mrd EUR au deuxième pilier - développement rural. Ce dernier montant comprend près de 551 M EUR provenant du budget de l'UE et plus de 564 M EUR provenant du budget de la Slovaquie.

Principaux indicateurs économiques de l'Autriche

oct-22

	Prévisionnistes internationaux							Prévisionnistes nationaux						
	OCDE			FMI		Commission européenne*		OeNB			Wifo		IHS	
	2021	juin 2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2024	2022	2023	2022	2023
Principaux indicateurs														
Evolution annuelle en %														
PIB en volume	4,5	3,6	1,4	4,7	1,0	3,7	1,5	3,8	1,9	1,9	4,8	0,2	4,7	0,3
Consommation privée (en volume)	3,3	4,0	1,1			4,1	2,3	3,9	2,0	2,0	3,8	1,0	4,7	0,3
Formation brute de capital fixe (en volume)	4,0	4,2	2			3,7	2,3	1,6	2,6	2,1	-0,5	0,8	-2,3	1,5
Exportations (en volume)	12,7	8,5	4,4	13,3	2,0	6,3	3,8	7,1	2,9	3,3	9,4	0,9	10,9	1,9
Importations (en volume)	14,5	7,4	4,1	10,3	3,7	4,6	3,8	5,2	2,8	2,9	6,0	0,9	6,9	1,6
Productivité (1)		1,8	0,9			1,0	1,0	1,3	0,6	1,0	0,3	0,3	1,8	-0,1
IPCH	2,8	6,7	4,7	7,7	5,1	7,4	4,4	7,0	4,2	3,0	8,4	6,6	8,6	6,7
Emploi salarié (2)	2,5	1,5	0,4	2,4	0,4	2,9	0,9	2,6	1,4	0,9	2,7	0,5	2,8	0,4
en % de la population active (déf. eurostat)														
Taux de chômage	6,2	5,2	5,0	4,5	4,6	5,0	4,8	4,5	4,4	4,3	4,6	4,7	4,7	4,9
en % du PIB nominal														
Balance courante	-0,5	-0,3	-0,9	-2,6	-2,1	-1,0	-0,8	0,5	1,1	1,3	0,8	-0,1		
Solde des finances publiques	-5,9	-3,1	-1,6	-2,7	-1,6	-3,1	-1,5	-2,6	-1,2	-0,7	-3,5	-1,7	-3,3	-2,7

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

(*) Commission européenne : Prévisions économiques de l'été 2022

(1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

(2) WIFO: Employment adjusted for persons on parental leave, in compulsory military training or undergoing training under a program of the Public Employment Service.

Dernière mise à jour le 12/10/2022

Dernière mise à jour le 07/10/2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationalResponsable de la publication : Service économique de Vienne
Philippe Brunel

Rédacteurs : S. Maynhardt, E. Zajc, P. Chaumont, A. Malard

Pour s'abonner : vienna@dgtresor.gouv.fr ;
[ljublana@dgtresor.gouv.fr](mailto:ljubljana@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo :

©